



# Conseil de sécurité

Distr. générale  
16 décembre 2019  
Français  
Original : anglais

## Application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015), 2332 (2016), 2393 (2017), 2401 (2018) et 2449 (2018) du Conseil de sécurité

### Rapport du Secrétaire général

#### I. Introduction

1. Le présent rapport est le soixante-quatrième soumis en application du paragraphe 17 de la résolution 2139 (2014), du paragraphe 10 de la résolution 2165 (2014), du paragraphe 5 de la résolution 2191 (2014), du paragraphe 5 de la résolution 2258 (2015), du paragraphe 5 de la résolution 2332 (2016), du paragraphe 6 de la résolution 2393 (2017), du paragraphe 12 de la résolution 2401 (2018) et du paragraphe 6 de la résolution 2449 (2018), dans lesquels le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de lui soumettre au moins tous les 60 jours un rapport sur l'application de ces résolutions par toutes les parties au conflit en République arabe syrienne.

2. Les informations qui figurent dans le présent rapport reposent sur les données dont disposent les entités des Nations Unies et sur les renseignements obtenus auprès du Gouvernement syrien ou d'autres sources. Les données communiquées par les entités des Nations Unies sur l'acheminement de l'aide humanitaire portent sur les mois d'octobre et de novembre 2019.

#### II. Principaux faits nouveaux

##### Points essentiels : octobre et novembre 2019

1. La situation des civils reste très difficile dans le nord-ouest de la République arabe syrienne. Malgré le cessez-le-feu à Idlib annoncé le 30 août par la Fédération de Russie et le Gouvernement de la République arabe syrienne, les hostilités se sont intensifiées tout au long de la période considérée de part et d'autre des lignes de front. Du 1<sup>er</sup> octobre au 22 novembre, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a recensé 136 morts parmi les civils, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, dans la zone de désescalade du nord-ouest du pays. Le 20 novembre, des missiles qui, selon le HCDH, auraient été tirés depuis une zone contrôlée par le Gouvernement, ont touché le camp de déplacés de Qah (province d'Idlib). Au moins 16 personnes, dont



quatre femmes et six enfants, auraient été tuées et plus de 30 autres civils blessés

2. Les services de santé et d'éducation ont continué d'être touchés par les hostilités en République arabe syrienne au cours de la période à l'examen : l'Organisation mondiale de la Santé a confirmé 18 attaques ayant causé des dégâts à des établissements et biens sanitaires, tandis que les entités des Nations Unies ont constaté que des écoles avaient été touchées à la suite de cinq attaques. Les attaques ont fait trois morts parmi les personnes ayant besoin de soins médicaux et le personnel humanitaire et blessé 21 autres personnes.

3 Le 9 octobre, la Turquie a lancé l'opération Source de paix dans une zone située entre Tell Abiad et Ras el-Aïn. Plus de 200 000 civils ont fui leurs foyers au cours des hostilités. Le HCDH a recensé 147 victimes civiles, dont des femmes et des enfants, en raison notamment d'engins explosifs improvisés. Un grand nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales ont suspendu temporairement leurs activités, qu'elles ont reprises depuis. Du fait des hostilités, les activités ont cessé à la station de ravitaillement en eau d'Alouk à Hassaké durant la période à l'examen. L'accès aux stations de ravitaillement en eau a été rendu possible grâce aux contacts pris entre l'Organisation des Nations Unies et la Turquie, ce qui a également facilité l'évacuation de la zone des ONG et des personnes déplacées. L'accès à des tronçons de l'autoroute M4, une voie d'une importance décisive pour l'acheminement des fournitures humanitaires dans le nord-est de la République arabe syrienne, reste perturbé en raison des hostilités. Au 26 novembre, 123 000 personnes étaient de retour, tandis que près de 75 000 personnes ayant quitté les provinces de Hassaké, de Raqqa et d'Alep étaient toujours déplacées et que près de 17 000 personnes avaient fui en Iraq.

4. Dans le nord-est du pays, le camp de Hol (province de Hassaké) accueille 68 600 personnes, dont 94 % de femmes et d'enfants. La fourniture de services a continué dans le camp, malgré la réduction temporaire du nombre d'intervenants humanitaires présents sur place et la suppression de plusieurs activités à la suite du lancement de l'opération Source de paix, notamment en matière de santé et de protection. Les administrateurs de camp ont temporairement suspendu les transferts pour des raisons médicales sans caractère d'urgence, les permis de sortie et les visites de camps dès le début des hostilités, le 9 octobre, mais ont depuis levé ces restrictions.

5. L'aide humanitaire fournie par les organismes des Nations Unies comprenait des vivres pour 4,3 millions de personnes dans le besoin en moyenne chaque mois et plus de 1,3 million de traitements et soins médicaux à la population dans l'ensemble du pays. L'aide transfrontière, autorisée en application des résolutions [2165 \(2014\)](#), [2191 \(2014\)](#), [2258 \(2015\)](#), [2393 \(2017\)](#) et [2449 \(2018\)](#), est restée un volet essentiel de l'action humanitaire. En octobre et en novembre, une aide alimentaire générale a été livrée à plus d'un million de personnes (moyenne mensuelle) par 1 955 camions répartis en 39 convois.

6. Les interventions menées depuis la République arabe syrienne se sont poursuivies à grande échelle pour répondre aux besoins recensés dans une grande partie du pays, même si l'accès est resté limité dans certaines zones et pour certains intervenants humanitaires, dont les entités des Nations Unies. Pendant la période considérée, les entités des Nations

Unies et leurs partenaires ont été autorisés par les autorités syriennes à mener 825 missions, dont 774 qui ont été approuvées au niveau local (autorisation générale ou autorisation des autorités de la province) et 51 à l'échelon national (autorisation officielle).

### Point de la situation humanitaire

3. Le 9 octobre, la Turquie, avec l'appui de groupes armés non étatiques, a lancé l'opération Source de paix dans une zone située entre Tell Abiad et Ras el-Aïn en République arabe syrienne. Dans une lettre datée du 9 octobre adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2019/804), le Représentant permanent de la Turquie a indiqué que « [l]e 9 octobre 2019 [...], la Turquie a[vait] lancé l'opération Source de paix ». Des accords et des arrangements entre les diverses parties au conflit ont été annoncés, à savoir un accord militaire entre le Gouvernement de la République arabe syrienne et les Forces démocratiques syriennes daté du 13 octobre 2019, une déclaration conjointe des États-Unis d'Amérique et de la Turquie sur le nord-est de la Syrie datée du 17 octobre 2019 et un mémorandum d'accord entre la Turquie et la Fédération de Russie daté du 22 octobre 2019, chaque texte établissant des paramètres entre les diverses parties au conflit dans les zones du nord-est de la République arabe syrienne.

4. Les hostilités dans le nord-est de la République arabe syrienne ont fait des morts et des blessés parmi les civils et, à plusieurs reprises, provoqué la destruction ou l'endommagement d'infrastructures civiles essentielles. La station d'Alouk, qui permet d'approvisionner en eau 460 000 personnes dans la province de Hassaké, a été hors service à de multiples occasions. Entre le 15 octobre et le 4 novembre, quatre missions ont été effectuées de part et d'autre de la ligne de front avec des équipes techniques de la direction des eaux d'Hassaké afin de remettre en état de marche la station, avec l'aide de la Turquie. Dix autres missions ont été interrompues en raison de l'insécurité régnant sur les voies conduisant à cette installation de part et d'autre de la ligne de front. Un accord a depuis été conclu entre la Fédération de Russie et la Turquie pour garantir l'accès des équipes à la station afin que celle-ci reste opérationnelle.

5. Depuis le 9 octobre, les hostilités ont entraîné le déplacement de plus de 200 000 personnes. Deux camps de déplacés qui avaient été la cible d'attaques ont dû être évacués, les personnes qui s'y trouvaient ont été transférées dans d'autres camps du nord-est du pays. L'un des camps (le camp de Mabrouké) a été évacué avec l'aide des autorités turques. L'Organisation des Nations Unies et la Turquie ont pris contact pour permettre des interventions à caractère humanitaire. Fin octobre, des dizaines de milliers de civils ont commencé à regagner leur région d'origine et les opérations humanitaires ont repris, une fois que les hostilités sont devenues moins intenses à la suite d'une série d'accords conclus entre les parties au conflit. Au 26 novembre, 123 000 personnes étaient de retour, tandis que près de 75 000 personnes ayant quitté les provinces de Hassaké, de Raqqa et d'Alep étaient toujours déplacées. Par ailleurs, près de 17 000 personnes ont fui en Iraq. Les organisations humanitaires ont mis sur pied des interventions d'envergure pour venir en aide aux centaines de milliers de personnes directement touchées par les hostilités ainsi qu'aux dizaines de milliers d'autres personnes indirectement touchées. Les enfants comptent parmi ceux qui ont pâti le plus de la récente escalade des hostilités.

6. Dans le nord-est de la République arabe syrienne, 1,8 million de personnes ont besoin d'aide, notamment les populations dans les camps, les implantations sauvages et les zones urbaines et rurales. Actuellement, 92 000 personnes environ vivent dans cinq camps installés dans le nord-est du pays (les camps de Hol, de Roj, de Ariché,

Mahmoudli et de Norouz). On craint que les femmes et les enfants, y compris les adolescentes, ne puissent pas avoir accès à des services de santé et à des services sociaux d'une importance vitale, notamment en matière de santé procréative et de protection contre la violence fondée sur le genre.

7. Compte tenu de la situation dans le nord-est de la République arabe syrienne, le camp de Hol (province de Hassaké) continue d'accueillir environ 68 400 personnes, dont 94 % sont des femmes et des enfants. La fourniture de services a continué dans le camp, malgré la réduction temporaire du nombre d'intervenants humanitaires présents sur place et la suppression de plusieurs activités, notamment en matière de santé et de protection. Les administrateurs de camp ont suspendu les transferts pour des raisons médicales sans caractère d'urgence, les permis de sortie et les visites de camps dès le début des hostilités, le 9 octobre. Depuis, les transferts pour raisons médicales ont repris et les sorties du camp sont de nouveau autorisées. Le 13 novembre, plus de 70 Syriens ont quitté le camp pour se rendre ailleurs dans le nord-est du pays. Depuis début juin, 2 640 personnes ont quitté le camp : 1 240 Syriens et 1 400 nationaux d'un pays tiers, dont des femmes et des enfants.

8. En raison des hostilités, on continue de recenser des morts et des blessés parmi les civils, dont la situation reste très difficile dans le nord-ouest de la République arabe syrienne. Malgré le cessez-le-feu à Edleb annoncé le 30 août par la Fédération de Russie et le Gouvernement de la République arabe syrienne, les hostilités se sont intensifiées tout au long de la période considérée de part et d'autre des lignes de front, en particulier dans le sud de la province d'Edleb, le nord de Hama, l'est de Lattaquié et l'ouest d'Alep. On a également signalé des tirs d'artillerie par des groupes armés non étatiques et Hay'at Tahrir el-Cham, désigné comme groupe terroriste par le Conseil de sécurité, dans les zones contrôlées par le Gouvernement. Le 20 novembre, des missiles qui, selon le HCDH, auraient été tirés depuis une zone contrôlée par le Gouvernement, ont touché le camp de déplacés de Qah (province d'Edleb). Au moins 16 personnes, dont quatre femmes et six enfants, auraient été tués et plus de 30 autres civils blessés. Selon certaines informations, des milliers de personnes qui vivaient dans le camp ont fui vers des localités voisines et une maternité située près du camp a été endommagée.

9. L'écrasante majorité des personnes déplacées dans le nord-ouest à la suite des hostilités seraient restées dans des zones densément peuplées dans le nord de la province d'Edleb, où l'aide humanitaire ne suffit déjà plus à répondre aux besoins. L'arrivée de la pluie et de l'hiver a aggravé la situation des plus vulnérables, en particulier celles et ceux directement exposés à ces éléments climatiques. Les prix du carburant dans le nord-ouest de la République arabe syrienne restent supérieurs à la moyenne nationale en raison de l'approvisionnement qui serait insuffisant et de la dépréciation de la livre syrienne sur le marché informel. Les organismes humanitaires continuent d'intervenir en puisant dans les réserves pour maintenir les interventions et fournir notamment une aide en hiver. Le besoin le plus pressant concerne les abris.

10. Les conditions de vie dans le camp de fortune de Roukban, à la frontière entre la Jordanie et la République arabe syrienne, demeurent difficiles. Depuis la fin du mois de mars, plus de 18 000 personnes ont quitté la zone. La population toujours sur place a besoin d'une aide constante, jusqu'à ce qu'on puisse leur proposer des solutions durables. En dépit d'efforts répétés, à la suite de la dernière mission effectuée en septembre 2019, une deuxième mission conjointe d'entités des Nations Unies et du Croissant-Rouge arabe syrien visant à faciliter le départ volontaire des personnes souhaitant quitter Roukban dans la dignité et la sécurité n'a pas pu être effectuée, les garanties de sécurité indispensables n'ayant pas été données. Les efforts se poursuivent afin que les accords nécessaires soient conclus avec toutes les parties et que la mission puisse se dérouler en toute sécurité. Dans l'intervalle, de nombreuses

personnes vivant à Roukban continuent de faire savoir qu'elles souhaitent quitter la zone. Depuis la dernière mission conjointe du Croissant-Rouge arabe syrien et d'entités des Nations Unies, 542 personnes ont quitté le camp de leur propre initiative et par leurs propres moyens. D'autres personnes devraient partir durant les mois à venir, compte tenu des chutes de température. Des contraintes financières empêchent toutefois d'autres personnes de quitter le camp sans aide. Durant la période considérée, on a procédé à l'évacuation de trois des cinq abris collectifs de Homs afin de pouvoir accueillir d'éventuels nouveaux arrivants et centraliser la prestation de services. Des personnes ayant quitté Roukban ont été regroupées dans deux de ces abris. Les 12 et 25 novembre, des équipes des Nations Unies ont effectué des missions d'observation dans les deux abris collectifs dans lesquels sont hébergées 312 personnes qui vivaient à Roukban en attendant que celles-ci puissent retourner dans leurs foyers ou dans des zones servant de deuxième destination.

11. L'insécurité persiste dans le sud-ouest de la République arabe syrienne. Dans la province de Deraa, où des attaques et des affrontements ne cessent d'être signalés, les tensions entre les forces du Gouvernement syrien et les populations locales se seraient aggravées au cours des dernières semaines. Selon le HCDH, les services de sécurité du Gouvernement syrien auraient arrêté des personnes qui avaient eu des liens avec des groupes d'opposition armés, dont ceux qui avaient signé des « accords locaux » ou des accords de réconciliation avec le Gouvernement. Des cellules composées d'anciens combattants de l'opposition auraient perpétré des attentats contre des cibles liées au Gouvernement syrien, au moyen d'armes de petit calibre et d'engins explosifs, certaines de ces attaques ayant été menées en riposte, selon certaines informations, aux arrestations susmentionnées. Des tentatives d'assassinat de personnes soutenant le Gouvernement et de personnes qui avaient eu des liens avec l'opposition ont également été signalées. Les conséquences de l'insécurité pour la liberté de circulation de la population dans la région et les livraisons d'aide humanitaire ont fait naître des inquiétudes.

### **Évolution de la situation d'ensemble**

12. Le 30 octobre, à Genève, mon envoyé spécial pour la Syrie, Geir O. Pedersen, a convoqué la Commission constitutionnelle dirigée et contrôlée par les Syriens sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, dont l'organe élargi compte 150 membres, parmi lesquels 30 % de femmes. Les membres de la Commission constitutionnelle ont indiqué de quelle façon ils concevaient les futurs arrangements constitutionnels de la République arabe syrienne. Ils ont adopté par consensus un code de conduite et défini un ensemble de règles de fonctionnement initiales afin que la Commission puisse mener ses travaux. Les 45 membres siégeant à l'organe restreint chargé de rédiger les propositions constitutionnelles ont également été désignés d'un commun accord. L'organe restreint a examiné les idées et propositions présentées au cours des déclarations prononcées par les membres de l'organe élargi et également proposé d'autres idées en vue de dégager d'éventuels principes constitutionnels.

13. L'organe restreint chargé des travaux de rédaction devait se réunir entre le 25 et le 29 novembre mais la réunion n'a pu avoir lieu faute d'accord au sujet de l'ordre du jour entre le président de la délégation du Gouvernement et celui de la délégation de l'opposition. Mon envoyé spécial s'est entretenu à plusieurs reprises avec les coprésidents de la Commission, sans que cela ne permette de dégager un consensus sur l'ordre du jour. Il a demandé aux deux coprésidents de continuer de se concerter sur cet ordre de jour en vue de parvenir à un consensus avant la prochaine réunion.

14. Les États membres ont continué d'appuyer ce processus politique mené sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Les garants du processus d'Astana et le groupe restreint se sont félicités de l'ouverture des travaux de la Commission

constitutionnelle et ont réaffirmé leur attachement à la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité et leur soutien à mon envoyé spécial pour la Syrie. La Ligue des États arabes a réaffirmé sa volonté de voir appliqués tous les éléments de la résolution [2254 \(2015\)](#).

### **Protection**

15. Les hostilités ont toujours de très lourdes conséquences pour les civils en République arabe syrienne. Du 1<sup>er</sup> octobre au 22 novembre, le HCDH a recensé 136 morts parmi les civils dans la zone de désescalade à Edleb et à Alep : 59 hommes, 29 femmes et 48 enfants (28 garçons et 20 filles). Ces morts ont été imputées à des frappes aériennes qu'auraient mené les forces gouvernementales et progouvernementales, ainsi qu'à des tirs échangés lors de frappes terrestres entre les forces gouvernementales et progouvernementales, d'une part, et des acteurs non étatiques d'autre part, y compris Hay'at Tahrir el-Cham, groupe inscrit par le Conseil de sécurité sur la liste des groupes terroristes. Du 9 octobre – date à laquelle a commencé l'opération Source de paix – au 22 novembre, le HCDH a recensé au moins 147 morts parmi les civils (100 hommes, 20 femmes et 27 enfants) imputées aux opérations militaires et à d'autres attaques menées à l'aide d'engins explosifs improvisés.

16. Le HCDH a observé une augmentation de l'emploi sans discrimination d'engins explosifs improvisés, dont des véhicules piégés, dans les zones peuplées contrôlées par divers groupes armés non étatiques en République arabe syrienne. Au total, 123 attentats ont été signalés en octobre et novembre, lesquels ont fait quelque 148 morts et 352 blessés. Compte tenu du caractère systématique des dommages causés aux civils, le HCDH indique que les parties au conflit semblent n'avoir pas respecté les grands principes du droit international humanitaire suivants : distinction entre civils et combattants, et entre biens de caractère civil et objectifs militaires ; pas d'attaque sans discrimination ; proportionnalité dans l'attaque ; précautions dans la conduite des opérations militaires. Des civils ont aussi été tués et blessés par des mines abandonnées et des restes explosifs de guerre, dont des engins non explosés.

17. Le HCDH a continué de recevoir des informations faisant état d'arrestations arbitraires et de disparitions forcées, y compris de personnes rapatriées dans des régions contrôlées par le Gouvernement au moyen de ses forces de sécurité. Les proches des personnes concernées n'ont pas été informés de la situation et du sort de ces personnes ni de l'endroit où elles se trouvent ou on a refusé de leur communiquer ces informations.

18. Dans les zones contrôlées par des groupes armés non étatiques, y compris Hay'at Tahrir el-Cham, groupe inscrit par le Conseil de sécurité sur la liste des groupes terroristes, à Edleb et dans les environs, les activités de ces groupes font toujours craindre que ceux-ci commettent des violations graves du droit international humanitaire et portent atteinte aux droits de l'homme en toute impunité. Des groupes armés non-étatiques ont continué d'employer l'intimidation et le harcèlement systématiques contre les civils, les médias et les prestataires de services de santé qu'ils jugent être affiliés à une partie adverse ou simplement critiques à l'égard du groupe armé contrôlant le territoire. Dans le nord-est de la République arabe syrienne, le HCDH a recensé des cas semble-t-il d'exécutions sommaires de civils et de combattants hors de combat. Le Gouvernement a informé l'ONU que 83 civils avaient été tués et 226 blessés au cours d'attaques dans des zones qu'il contrôle entre le 22 octobre et le 21 novembre.

19. Les organisations humanitaires ont continué de faire état d'écoles touchées par les hostilités. Durant la période considérée<sup>1</sup>, les entités des Nations Unies ont confirmé 5 attaques au total (3 dans la province d'Idlib et 2 dans la province de Raqqah) :

a) Le 9 octobre 2019, une école du village de Yabsé dans le district de Tell Abiad (province de Raqqah) aurait été touchée par des tirs de roquette ;

b) Le 12 octobre 2019, l'école Barra, dans le village de Barra (province d'Idlib), aurait été partiellement endommagée par une roquette ;

c) Le 6 novembre 2019, l'école primaire Ali Ben Abi Taleb, dans la ville de Jisr el-Choughour (province d'Idlib), aurait été détruite par des frappes aériennes qui avaient visé l'ensemble de la ville ;

d) Le 8 novembre 2019, l'école primaire Zachariya Aktaa, dans la ville de Jisr el-Choughour (province d'Idlib), aurait été partiellement détruite par des frappes aériennes ;

e) Le 19 novembre 2019, l'école primaire Jern Hajj Saleh, à Jern el-Assouad, dans le district de Aïn Issa (province de Raqqah), a été endommagée à cause de tirs croisés.

20. Le Système de surveillance des attaques contre les établissements et le personnel de santé de l'Organisation mondiale de la Santé a recensé 18 attaques ayant touché des établissements et biens sanitaires<sup>1</sup> (8 en octobre et 10 en novembre). Ces attaques auraient fait 3 morts parmi le personnel de santé et les patients et 21 blessés et endommagé les installations.

21. Pendant la période à l'examen, la commission d'enquête interne du Siège de l'Organisation des Nations Unies a continué d'enquêter sur une série de faits survenus dans le nord-ouest de la République arabe syrienne depuis la signature du mémorandum sur la stabilisation de la situation dans la zone de désescalade d'Idlib par la Fédération de Russie et la Turquie le 17 septembre 2018. Elle établira les circonstances entourant les faits concernés et me fera rapport une fois ses travaux achevés.

### **Intervention humanitaire**

22. En 2019, les organismes humanitaires des Nations Unies et leurs partenaires sont venus en aide chaque mois à quelque 5,6 millions de personnes dans le besoin, parmi lesquelles des enfants, des adolescentes et des femmes en âge de procréer, dans toute la République arabe syrienne. Pendant la période considérée, les entités des Nations Unies ont apporté une aide humanitaire, et notamment des vivres, à 4,6 millions de personnes dans le besoin en octobre et à plus de 4,2 millions de personnes en novembre. Plus d'1,3 million de traitements sanitaires et médicaux ont été fournis à des personnes dans tout le pays tout au long de la période à l'examen (voir tableau 1).

<sup>1</sup> Ces attaques ont été confirmées au moyen de systèmes éprouvés, par lesquels l'ONU reçoit des rapports de partenaires présents sur le terrain et les compare aux informations obtenues d'au moins deux autres sources indépendantes. Seules les attaques qui ont fait l'objet d'une évaluation approfondie et ont été pleinement étayées par toutes les sources indépendantes figurent sur la liste des attaques confirmées. Ces systèmes, utilisés dans le monde entier, sont largement respectés.



Tableau 1  
**Nombre moyen de personnes secourues chaque mois par l'ONU et d'autres organisations, toutes modalités confondues, en République arabe syrienne : octobre et novembre 2019**

<i>Organisation</i>	<i>Nombre moyen de personnes secourues par mois</i>
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	36 576
Organisation internationale pour les migrations	50 000
Service de la lutte antimines	27 000
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	895 000
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	2 764 000
Programme des Nations Unies pour le développement	679 000
Fonds des Nations Unies pour la population	812 000
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	219 000
Programme alimentaire mondial	4 400 000
Organisation mondiale de la Santé	672 000

23. Depuis l'intérieur de la République arabe syrienne, l'aide humanitaire fournie par les organismes des Nations Unies a permis de nourrir 3,6 millions de personnes dans les zones contrôlées par le Gouvernement et dans le nord-est du pays en octobre et 3,2 millions de personnes en novembre. Au total, 1,3 personnes environ ont bénéficié de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène et reçu des fournitures tout au long de la période considérée. Plus de 174 000 personnes ont reçu des produits non alimentaires et des articles d'hiver. Au total, 62 874 enfants ont bénéficié d'un soutien psychosocial et d'autres services de protection de l'enfance. Dans le cadre des opérations effectuées par les entités des Nations Unies à partir de la République arabe syrienne, plus de 900 000 millions de traitements sanitaires et médicaux ont été distribués dans tout le pays.

24. Dans le cadre de leur intervention humanitaire à l'échelle nationale, l'ONU et les partenaires humanitaires ont continué de distribuer chaque mois une aide vitale à plus de 1,8 million de personnes dans les trois provinces du nord-est du pays, à savoir les provinces de Deïr el-Zor, Raqqa et Hassaké. Début octobre, les partenaires humanitaires sur le terrain ont mis en place dans le nord-est du pays des opérations d'envergure, grâce auxquelles 530 000 personnes ont reçu des vivres jusqu'à fin octobre et 135 000 personnes vivant dans des abris collectifs, des camps et des communautés d'accueil ont reçu des produits non alimentaires, y compris des articles d'hiver, et d'autres types d'assistance sanitaire, nutritionnelle ou liée à l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les autorités turques ont annoncé que, depuis le 15 octobre, elles fournissaient une aide humanitaire dans la zone située entre Tell Abiad et Ras el-Aïn. Au camp de Hol, la grande opération de secours menée par les entités des Nations Unies et leurs partenaires humanitaires se poursuit, bien qu'il ait fallu restreindre certaines activités du fait que, selon certaines informations, des secteurs aient changé de mains dans le nord-est du pays. Suite à l'escalade des hostilités dans le nord-est, plusieurs acteurs (principalement transfrontaliers) ont temporairement suspendu leurs activités dans le camp, la santé et la protection étant particulièrement concernées. Les opérations chirurgicales mineures ont pu reprendre entre-temps mais, par manque de chirurgiens, aucune opération d'ampleur n'a lieu. Sur 18 établissements de soins primaires, 16 sont toujours actifs, de même que quatre unités mobiles et trois équipes de vaccination, des espaces de service étant restés



ouverts pour la leishmaniose, la tuberculose et le VIH. D'autres services clés, tels que l'aide alimentaire d'urgence, le transport d'eau par camion, l'entretien de l'infrastructure d'eau, d'assainissement et d'hygiène et la préparation pour l'hiver ont continué sans interruption. Au soutien apporté au camp de Hol s'ajoutent des efforts d'assistance régulière à l'intention des 92 000 personnes déplacées hébergées dans les sites, camps, abris collectifs et implantations sauvages dans le nord-est du pays, ainsi qu'à celle des communautés d'accueil.

25. Les partenaires humanitaires de l'action antimines sont restés actifs dans tout le pays et ont notamment mené en faveur des populations vulnérables des activités d'évaluation de la pollution par les mines, de sensibilisation aux risques et d'aide aux victimes. Toutefois, les opérations militaires dans le nord-est de la République arabe syrienne ont considérablement perturbé les activités humanitaires de lutte antimines dans la région. Dans les provinces de Rif-Damas, Deraa, Soueïda et Hama, des équipes de sensibilisation aux risques formées par le Service de la lutte antimines ont organisé des séances d'information pour encourager les habitants des lieux les plus contaminés par des engins explosifs à prendre des précautions. Le Service de la lutte antimines a dispensé une formation de formateurs à 57 membres du personnel des organismes, fonds et programmes des Nations Unies et d'autres acteurs humanitaires afin que ceux-ci puissent sensibiliser leurs collègues chargés des secours et de l'aide humanitaire dans des zones où il existe des risques d'explosion. Le Service a également donné aux organisations humanitaires de la documentation sur le sujet, de façon à diffuser autant que possible les messages sur la sécurité de base.

26. Les livraisons transfrontières se sont poursuivies en application des résolutions 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015), 2332 (2016), 2393 (2017) et 2449 (2018) du Conseil de sécurité (voir tableau 2). En application de ces résolutions, les organismes des Nations Unies ont prévenu les autorités syriennes de chaque envoi, en précisant notamment quels étaient le contenu et la destination des cargaisons, ainsi que le nombre de bénéficiaires prévus. En octobre et en novembre, 1 955 camions répartis en 39 convois ont traversé la frontière pour livrer une aide alimentaire à plus d'un million de personnes (voir fig. I).

Figure I

**Nombre de bénéficiaires d'une aide des entités des Nations Unies et de leurs partenaires grâce à des convois transfrontaliers, par type d'aide : octobre et novembre 2019 (moyenne mensuelle)**

(En milliers)

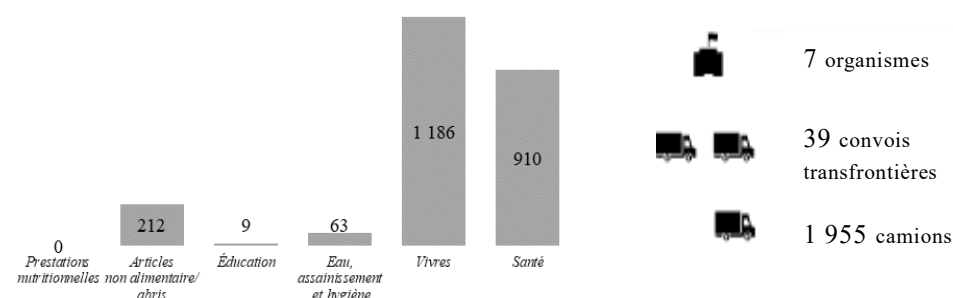


Tableau 2  
**Nombre de bénéficiaires d'une aide acheminée par des convois transfrontaliers,  
 par secteur et par district : octobre et novembre 2019 (moyenne mensuelle)**

<i>Province</i>	<i>District</i>	<i>Éducation</i>	<i>Vivres</i>	<i>Santé</i>	<i>Articles non alimentaires/ abris</i>	<i>Prestations nutritionnelles</i>	<i>Eau, assainissement et hygiène</i>
Alep	Afrin	—	50 738	—	—	—	—
Alep	Izaz	1 775	99 003	188 744	12 210	—	7 000
Alep	Jabal Semaan	4 310	82 228	32 800	—	—	—
Hassaké	Qamichli	—	—	262 650	—	—	—
Edleb	Ariha	—	—	11 150	—	—	—
Edleb	Harem	3 220	953 130	383 455	178 524	—	43 823
Edleb	Edleb	—	825	26 550	21 500	—	12 500
Edleb	Jisr el- Choughour	—	300	5 050	—	—	—

27. Au nord-ouest de la République arabe syrienne, les organisations humanitaires ont continué de fournir une aide alimentaire aux familles nouvellement déplacées, des services de santé en nombre toujours croissant dans les zones d'accueil et des services de protection d'urgence. En raison de l'accroissement des besoins humanitaires dans cette région, le Programme alimentaire mondial a porté à plus d'un million le nombre de personnes recevant une aide transfrontières. Cette aide a été acheminée exclusivement par les moyens transfrontières convenus. Des dizaines de milliers de personnes ont bénéficié d'autres services et d'une aide sous forme de scolarisation, d'articles non alimentaires, d'eau salubre, d'abris et de services d'urgence et de protection.

28. Les besoins humanitaires ont grandi dans le nord-ouest du pays mais les efforts considérables déployés par les entités des Nations Unies et leurs partenaires ont contribué à éviter une nouvelle aggravation de la crise humanitaire. Depuis le début de l'opération transfrontières du Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en République arabe syrienne, en 2014, le nombre de camions traversant la frontière dans ce cadre n'a jamais été aussi élevé qu'au cours des trois derniers mois (936 camions en octobre). Les entités des Nations Unies et leurs partenaires organisant des convois transfrontières et depuis Damas ont mis en place des plans d'urgence en cas de nouvelle intensification des violences. À défaut d'un appui urgent des donateurs, les partenaires ne pourront hisser leurs opérations à la hauteur des nouveaux besoins tout en pourvoyant aux anciens.

29. Pendant la période considérée, la Fédération de Russie a adressé à l'Organisation des bulletins établis par le Centre pour la réconciliation des parties belligérantes et le contrôle des déplacements de réfugiés, dans lesquels étaient données des informations sur l'aide humanitaire bilatérale fournie. D'autres États Membres ont également continué d'apporter à la République arabe syrienne une aide bilatérale et d'autres formes d'assistance humanitaire.

30. Fin novembre, le plan d'aide humanitaire pour la République arabe syrienne était financé à 55 % : sur les 1,8 milliards de dollars demandés pour 2019,

3,3 milliards avaient été versés<sup>2</sup>. Ce plan prévoit une intervention visant à assister la population touchée dans la partie nord-ouest du pays.

### Accès humanitaire

31. Pour fournir une aide humanitaire, les entités des Nations Unies et tous leurs partenaires humanitaires doivent bénéficier d'un accès rapide, sûr, durable et sans entrave aux personnes qui sont dans le besoin dans toute la République arabe syrienne. Or les conditions d'accès dans le pays revêtent une certaine complexité, les divers secteurs n'étant pas desservis de la même manière et les services étant régis par des modalités opérationnelles variées. L'accès est essentiel pour mener une action humanitaire fondée sur des principes, elle-même tributaire d'une capacité d'évaluer les besoins, de fournir une aide, d'en assurer le suivi et d'en étudier les effets de manière indépendante, notamment en dialoguant directement avec les personnes touchées.

32. Durant la période considérée, les entités des Nations Unies ont continué d'acheminer de l'aide à partir de la République arabe syrienne à des millions de personnes démunies en des milliers de points du territoire. Plus de 1 700 membres du personnel des Nations Unies sont présents en République arabe syrienne et plus de 700 sont postés dans neuf centres situés hors de Damas (Alep, Deraa, Deir el-Zor, Hama, Homs, Lattaquié, Qamichli, Soueïda et Tartous). En outre, 3 538 membres du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sont déployés dans le pays. La présence décentralisée du personnel des Nations Unies contribue à le rendre plus accessible et plus proche des populations touchées.

33. Une grande partie de l'aide est distribuée par les partenaires nationaux, en particulier les ONG nationales et le Croissant-Rouge arabe syrien, que les entités des Nations Unies escortent régulièrement, y compris pour dresser un bilan, accompagner les livraisons et assurer un suivi grâce à des missions de surveillance et d'évaluation. En octobre et en novembre, les organismes des Nations Unies ont effectué 825 missions dans tout le pays.

Tableau 3

**Nombre total de missions effectuées depuis l'intérieur de la République arabe syrienne par les organismes des Nations Unies et des tiers/facilitateurs, par type : octobre et novembre 2019**

Type de mission	Note verbale	Autorisation générale	Autorisation de la province	Nombre total
Missions d'évaluation	7	74	4	85
Missions escortant les convois d'aide	8	275	1	284
Missions de surveillance	25	289	21	335
Missions de sécurité et d'appui logistique et administratif	11	107	3	121
<b>Total</b>	<b>51</b>	<b>745</b>	<b>29</b>	<b>825</b>

<sup>2</sup> Voir le suivi du plan d'aide humanitaire pour la République arabe syrienne effectué par le Service de surveillance financière, que l'on peut consulter à l'adresse <https://fts.unocha.org/appeals/663/summary> (en anglais uniquement).

Figure II  
**Nombre total de missions effectuées depuis l'intérieur de la République arabe syrienne par les organismes des Nations Unies, par province : octobre et novembre 2019**

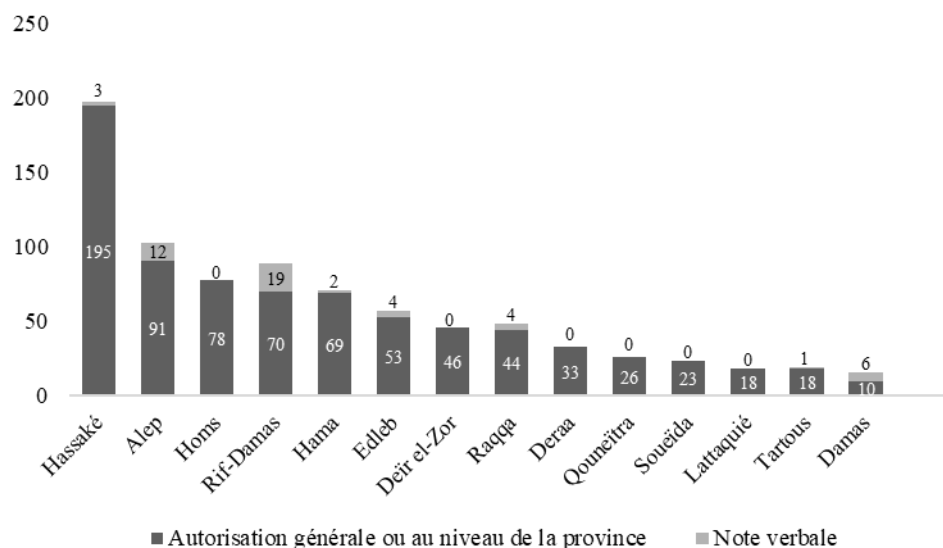


Tableau 4  
**Demandes d'accès de l'ONU dans le cadre de missions effectuées par un seul organisme : octobre et novembre 2019**

Type de demande	Nombre	Nombre de demandes approuvées	Pourcentage approuvé
Missions d'évaluation	38	18	47
Missions escortant les convois d'aide	22	15	68
Missions de surveillance	85	36	42
Missions de sécurité et d'appui logistique et administratif	35	21	60
<b>Total</b>	<b>180</b>	<b>90</b>	<b>50</b>

34. Pendant la période considérée, les entités des Nations Unies et leurs partenaires ont été autorisés par les autorités syriennes à mener 825 missions, dont 774 approuvées au niveau local (autorisation générale ou autorisation des autorités provinciales) et 51 au niveau national (autorisation officielle) (voir tableau 3 et figure II). Au cours de la période considérée, l'accès de l'ONU ou de ses partenaires est resté plus constant depuis les subdivisions inférieures qu'en cas de mission depuis Damas.

35. Les interventions menées depuis la République arabe syrienne se sont poursuivies à grande échelle pour répondre aux besoins recensés dans une grande partie du pays, même si l'accès est resté limité dans certaines zones et pour certains intervenants humanitaires, dont les entités des Nations Unies. La capacité d'effectuer des évaluations structurées des besoins dans l'ensemble du pays est demeurée limitée. Sur les 180 demandes d'autorisation de mission, présentées en vue de leur approbation officielle à l'échelon national par le Ministère des affaires étrangères, 90 ont été approuvées (50 %). Bien que les demandes faites les derniers jours de la

période considérée ne devraient pas recevoir de réponse officielle avant la fin du mois, ces chiffres indiquent néanmoins que l'accès des acteurs humanitaires est limité (voir tableau 4).

36. Au cours de la période considérée, certaines difficultés d'accès ont été signalées dans des parties de la province d'Idlib, du nord de la province de Hama et du sud-est de la province d'Alep, principalement en raison de l'intensification des hostilités, bien que certaines interventions soient en cours dans ces zones.

37. Les opérations de secours prévues depuis l'intérieur de la République arabe syrienne vers la zone située entre Tell Abiad et Ras el-Aïn n'ont pu être menées en raison de l'évolution de la situation sur le terrain depuis le 9 octobre ; seules sont parvenues à franchir la ligne de front les missions chargées de réparer la station de ravitaillement en eau d'Alouk ou d'évacuer les civils et le personnel des ONG. Le 20 novembre, les autorités turques ont rouvert la frontière entre Akcakale et Tell Abiad pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire.

38. La fermeture partielle de l'autoroute M4, d'importance stratégique, a obligé à rediriger sur d'autres lignes de ravitaillement les fournitures humanitaires et les marchandises en provenance de Damas et à destination de Qamichli et d'autres zones du nord-est. Il ressort des informations disponibles que les services accessibles aux personnes demeurées ou retournées dans la province de Raqqah ont diminué depuis le 9 octobre et que la pollution généralisée du fait des engins explosifs limite l'accès à la rive Est de l'Euphrate à Deir el-Zor, y compris à l'enclave du Hajin, même si une aide alimentaire est régulièrement livrée.

39. L'accès à Roukban, où une mission d'évacuation des personnes souhaitant retourner dans des zones contrôlées par le Gouvernement est toujours en cours de négociation, est resté difficile en raison de l'absence d'accords de sécurité liant toutes les parties. Toutefois, des missions ont été déployées, les 12 et 25 novembre, afin de rejoindre les abris collectifs de Homs pour les personnes quittant Roukban pendant la période considérée. Certaines régions du sud du pays n'étaient pas non plus accessibles durablement à certains intervenants humanitaires, dont les entités des Nations Unies, en raison de restrictions administratives et, dans une partie des cas, de problèmes de sécurité. Néanmoins, l'ONU continue de défendre auprès de tous les acteurs intéressés un accès humanitaire sans entrave et inconditionnel.

40. Le Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en République arabe syrienne a poursuivi ses opérations conformément aux résolutions 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015), 2332 (2016), 2393 (2017) et 2449 (2018) du Conseil de sécurité. Pendant la période à l'examen, le Mécanisme a poursuivi ses opérations en Iraq et en Turquie. Au cours de cette période, 39 convois composés de 1 955 camions sont entrés en République arabe syrienne depuis l'Iraq et la Turquie : 18 depuis Bab el-Haoua (1 717 camions), 19 depuis Bab el-Salam (231 camions) et 2 depuis Yaaroubiyé (7 camions). Cela porte à 30 338 le nombre total de camions partis depuis le début des opérations transfrontalières (22 139 à partir de Bab el-Haoua, 3 495 à partir de Bab el-Salam, 4 595 à partir de Ramta et 109 à partir de Yaaroubiyé). Le caractère humanitaire des chargements n'a pas suscité d'inquiétudes ni soulevé de questions pendant la période considérée. Les entités des Nations Unies ont informé le Gouvernement syrien de chaque envoi 48 heures à l'avance. Le Mécanisme a continué de tirer profit de sa coopération avec les Gouvernements iraquien, jordanien et turc, qui a été excellente.

41. Les interventions menées depuis la Turquie ont continué bon train pour répondre aux besoins existants, ainsi qu'aux nouveaux besoins résultant de l'escalade du conflit observée récemment. L'intensité des hostilités a continué de compromettre l'accès aux zones situées sur la ligne de front. En général, l'accès humanitaire n'a pas été

entravé dans les zones de la province d'Edleb non touchées par les hostilités, abstraction faite d'incidents isolés et de certains obstacles administratifs. Dans le nord de la province d'Alep, il subsiste des problèmes d'accès, principalement des obstacles administratifs.

### Visas et enregistrements

42. Les entités des Nations Unies continuent de coopérer avec le Gouvernement syrien pour que leur personnel obtienne les visas nécessaires en temps opportun (voir tableau 5).

Tableau 5

#### **Demandes de visas présentées par les entités des Nations Unies : octobre et novembre 2019**

Type de demande	Nombre	Nombre de demandes approuvées	Nombre de demandes rejetées	Nombre de demandes en instance
Demandes de visas présentées pendant la période considérée	135	75	11	49
Demandes de renouvellement présentées pendant la période considérée	170	108	0	62
Demandes de visas en instance présentées avant la période considérée	119	39	23	44
Demandes de renouvellements en instance présentées avant la période considérée	59	54	0	5

Note : L'ONU a retiré 13 demandes en instance présentées avant la période considérée.

43. En tout, 28 ONG internationales sont habilitées par les autorités nationales à exercer des activités dans le pays.

### Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et des locaux

44. Les entités des Nations Unies et les ONG ont continué d'exécuter leurs programmes dans des zones où se produisent des affrontements fréquents entre les parties au conflit, des frappes aériennes, des échanges réguliers de tirs indirects et d'autres attaques. Le personnel humanitaire intervient également dans des secteurs qui sont fortement contaminés par des munitions non explosées, des restes explosifs de guerre et des mines terrestres.

45. Depuis le début du conflit, des centaines d'agents humanitaires auraient été tués, parmi lesquels 23 membres du personnel de l'Organisation ou d'organismes des Nations Unies (dont 18 membres de l'UNRWA), 66 membres du personnel ou volontaires du Croissant-Rouge arabe syrien et 8 membres du personnel ou volontaires de la Société du Croissant-Rouge palestinien. De nombreux membres du personnel d'ONG internationales ou nationales ont également été tués.

46. Au total, 27 fonctionnaires d'organismes ou programmes des Nations Unies (tous de l'UNRWA) étaient détenus ou portés disparus à la fin de la période considérée.

47. La menace que font peser les tirs d'artillerie indirects sur la ville d'Alep s'est accrue au cours des trois derniers mois. On a constaté plus de 150 cas dans des zones résidentielles de la ville entre septembre et novembre. Un bâtiment du personnel de l'UNRWA à Alep a notamment été endommagé.

48. Les attaques asymétriques ont augmenté au cours des trois derniers mois, en particulier dans le nord-est de la République arabe syrienne. Sur 167 engins explosifs improvisés signalés au cours des trois derniers mois dans le nord et le nord-est du pays, quatre ont éclaté dans des zones résidentielles de la ville de Qamishli, à proximité immédiate des installations de l'ONU.

49. Un membre du personnel du Programme des Nations Unies pour le développement a été blessé le 12 novembre lors d'une frappe contre un quartier résidentiel du quartier de Mazzé, à 500 mètres des bureaux de l'ONU à Damas.

### III. Observations

50. L'année 2019 a été marquée par une nouvelle dégradation de la situation humanitaire, pourtant déjà extrêmement difficile dans toute la République arabe syrienne, où plus de 11 millions de personnes continuent d'avoir besoin d'aide. Trop de zones voient encore des civils se faire tuer ou blesser, des infrastructures civiles critiques être détruites ou endommagées, et des populations privées d'accès aux services humanitaires de base à cause du conflit. Alors que l'année touche à sa fin, je redoute particulièrement les conséquences que risquerait d'avoir, le cas échéant, une offensive militaire de grande envergure dans le nord-ouest sur une population déjà vulnérable, et je vois avec inquiétude les effets que provoquent les hostilités qui se poursuivent dans le nord-est, et les tensions croissantes dans le sud-ouest. L'utilisation des engins explosifs improvisés, en augmentation dans tout le pays, a de terribles conséquences pour les civils. Alors que l'hiver s'installe, les besoins vont continuer de croître, en particulier dans les camps ou les implantations sauvages. D'autre part, il est d'autant plus difficile de répondre aux besoins fondamentaux de toute la population que la monnaie se déprécie de façon accélérée.

51. Dans les dernières semaines de novembre, le nord-ouest de la République arabe syrienne a connu une recrudescence des hostilités, qui ont fait de nouvelles victimes parmi les civils. L'Organisation mondiale de la Santé a recensé en 2019 (jusqu'à fin octobre) pas moins de 66 attaques ayant perturbé la fourniture de services de santé dans la zone. Une offensive militaire de grande envergure ne pourrait qu'avoir des répercussions catastrophiques sur le plan humanitaire pour les trois millions de personnes qui vivent dans la région. Il faut l'éviter.

52. S'agissant du nord-est, j'ai fait part de mes graves préoccupations au sujet des conséquences humanitaires de l'évolution de la situation militaire, qui, d'après nos informations, a engendré des victimes civiles et provoqué des déplacements de populations. Outre les pertes civiles, les déplacements de populations et, parfois, la destruction des infrastructures civiles que provoque cette situation, elle a aussi un impact sur les capacités d'intervention de certains acteurs humanitaires. Les organisations humanitaires présentes dans la région ont déployé des trésors d'imagination pour s'adapter à la situation et redoublé d'efforts pour faire en sorte que l'aide nécessaire parvienne aux plus nécessiteux. Toute entrave à l'accès des agents humanitaires à tous ceux (1,8 million de personnes) qui, dans le nord-est, comptent absolument sur des secours et des services vitaux ne pourra que provoquer davantage de souffrances. Les civils doivent pouvoir compter sur un accès sûr, durable et sans entrave à l'aide et aux services humanitaires.

53. Je rappelle une fois de plus à toutes les parties au conflit qu'elles sont tenues, au regard du droit international humanitaire, de protéger les civils et les infrastructures civiles, et qu'elles doivent respecter le droit international des droits de l'homme. Toutes les parties doivent faire preuve de la plus grande retenue et s'abstenir de tout recours aveugle et disproportionné aux frappes aériennes, aux bombardements et aux engins explosifs improvisés dans les zones habitées. Toutes



les opérations militaires, y compris les opérations menées par les groupes terroristes désignés comme tels par le Conseil de sécurité et les opérations menées contre ces groupes, doivent obéir aux règles du droit international humanitaire, notamment pour ce qui concerne la protection des civils et des biens civils.

54. Je salue les efforts que déploient l'Organisation et les autres organisations humanitaires pour répondre aux besoins humanitaires malgré les difficultés de toutes sortes auxquelles elles font face. Chaque mois, 5,6 millions de civils en moyenne bénéficient de leurs services. La plus grande partie de l'assistance est acheminée de l'intérieur de la République arabe syrienne, où, malgré les difficultés persistantes, l'accès s'améliore quelque peu. Je demande que ces mesures soient encore étendues afin que l'aide puisse atteindre toutes celles et ceux qui en ont besoin.

55. Une part essentielle de l'assistance continue d'être acheminée à travers la frontière, comme l'autorisent la résolution [2165 \(2014\)](#) du Conseil de sécurité et les résolutions suivantes. Cette aide a permis d'éviter une crise humanitaire encore plus grave en République arabe syrienne. Tout en me félicitant des efforts qui sont faits en vue d'accroître l'aide humanitaire fournie depuis l'intérieur de la République arabe syrienne, je rappelle que les organismes des Nations Unies n'ont pas d'autre moyen d'aider les personnes dans le besoin dans les régions où l'assistance est acheminée à travers la frontière. Le Conseil de sécurité a un rôle déterminant à jouer s'agissant de soutenir ces efforts humanitaires. Je compte sur les membres du Conseil pour veiller à ce que les organismes des Nations Unies soient autorisés à répondre aux besoins de toutes celles et ceux qui ont besoin d'aide humanitaire, notamment en renouvelant rapidement les modalités établies dans sa résolution [2165 \(2014\)](#) et ses résolutions ultérieures.

56. Le plan d'action humanitaire pour la République arabe syrienne est toujours sous-financé, 55 % seulement de ses besoins étant actuellement couverts, soit 1,8 milliard de dollars sur les 3,3 milliards demandés. Tout en félicitant les États Membres d'avoir mobilisé ces fonds, notamment les fonds supplémentaires devant permettre d'organiser des renforts en cas d'urgences comme celles du nord-est et du nord-ouest du pays, je continue de compter sur les donateurs pour soutenir plus solidement l'action entreprise. Entre autres priorités, outre les zones qui connaissent en permanence des déplacements de populations, il convient, notamment, de soutenir les préparatifs à faire en vue des mois d'hiver les plus froids.

57. L'impunité des violations présumées du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme dont bénéficient à ce jour les parties au conflit demeure extrêmement préoccupante. Les auteurs de violations graves des droits de l'homme, d'atteintes graves à ces droits ou de violations du droit international humanitaire doivent répondre de leurs actes. Je demande à toutes les parties au conflit, en particulier au Gouvernement syrien, à tous les États, à la société civile et aux organismes des Nations Unies de coopérer pleinement avec le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, notamment en fournissant les informations et la documentation requises. Amener les auteurs des graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire à répondre des actes qu'ils ont commis est une obligation juridique ; c'est aussi la clef d'une paix durable en République arabe syrienne. Je demande une nouvelle fois que la Cour pénale internationale soit saisie de la situation dans le pays.

58. Eu égard aux graves préoccupations que continuent de susciter encore et encore la protection des civils et d'autres questions relatives aux droits de l'homme en République arabe syrienne, j'engage toujours instamment le Gouvernement syrien à coopérer avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément aux

dispositions des résolutions [S-18/1](#) et [19/22](#) du Conseil des droits de l'homme, notamment en veillant par une présence sur le terrain à la protection et à la promotion des droits de l'homme.

59. Le processus politique a franchi une importante étape avec la convocation de la Commission constitutionnelle, le 30 octobre. Je remercie encore les parties d'avoir permis au processus politique de démarrer en participant activement au dialogue sur l'avenir de la République arabe syrienne. Il faut également saluer l'engagement des acteurs régionaux et internationaux qui continuent de soutenir le processus. Cela dit, les discussions tenues au cours de la deuxième session, fin novembre, ont été difficiles et les 45 membres de l'organe restreint de la Commission chargé de rédiger la constitution n'ont pu se réunir faute d'accord sur l'ordre du jour entre les présidents des délégations du Gouvernement et de l'opposition. J'exhorte toutes les parties à saisir l'occasion qu'offre la Commission constitutionnelle et à continuer à œuvrer pour que la troisième session de la Commission puisse se tenir dans un avenir proche et se dérouler de façon constructive.

60. Avec la Commission constitutionnelle, on a franchi un premier pas vers la mise en œuvre intégrale de la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. Mon envoyé spécial continuera de s'employer à renforcer le processus afin de renforcer la confiance entre les Syriens mais aussi avec la communauté internationale. Pour cela, un dialogue et une coopération véritables sont nécessaires entre les principaux acteurs internationaux et avec les parties syriennes. Seule une solution politique inclusive qui réponde aux aspirations de tous les Syriens peut conduire à une paix durable et mettre un terme à l'une des plus grandes crises humanitaires.

## Annexe

### Attaques contre des civils enregistrées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : octobre et novembre 2019\*

#### Province d'Idlib

- Le 24 octobre, cinq civils de sexe masculin ont été tués et 17 civils ont été blessés par l'impact provoqué, semble-t-il, par des frappes terrestres sur la place du marché du village de Janoudiyé, dans la province d'Idlib.
- Le 25 octobre, trois civiles ont été tuées et quatre enfants (trois filles et un garçon) ont été blessés dans les frappes terrestres signalées à Bdama, dans l'ouest de la province d'Idlib.
- Le 2 novembre, quatre civils, dont deux femmes, ont été arrêtés par des combattants du groupe Hay'at Tahrir el-Cham dans la ville d'Idlib.
- Le 4 novembre, un centre de santé a été endommagé par les frappes terrestres signalées dans la ville de Jisr el-Choughour (ouest de la province d'Idlib).
- Le 6 novembre, trois membres du personnel médical ont été blessés au cours des raids aériens qui, selon les informations communiquées, ont endommagé l'hôpital Ikhlas, dans le village de Chanan (sud de la province d'Idlib). Le même jour, l'hôpital de la ville de Kfar Noubl, dans la même zone, a été endommagé et est resté temporairement hors service du fait des frappes aériennes qui ont été signalées sur la ville. L'hôpital avait déjà été touché en mai et en juillet.
- Le 8 novembre, l'école Zakariya Aktaa a subi des destructions en raison d'une frappe aérienne signalée dans la ville de Jisr el-Choughour (ouest de la province d'Idlib).
- Le 9 novembre, une fillette a été tuée et trois civils (deux hommes et un garçon) blessés dans une frappe aérienne effectuée à proximité d'un camp de déplacés du village de Neïrab (est de la province d'Idlib).
- Le 10 novembre, sept civils, dont deux filles et un garçon, ont été tués dans les raids aériens qui ont frappé Kafr Rouma dans le sud de la province d'Idlib.
- Le 15 novembre, cinq civils (deux hommes, deux filles et un garçon) ont été tués à l'extérieur d'une résidence dans l'impact d'une frappe aérienne signalée dans la ville de Bara (sud de la province d'Idlib). Le même jour, un garçon a été tué et trois garçons ont été blessés au cours d'une frappe aérienne à Kafr Rouma dans le sud de la province d'Idlib.
- Le 17 novembre, six civils d'une même famille (un homme, quatre femmes et une fille) ont été tués dans une frappe aérienne signalée dans le village de Mallajé (sud de la province).
- Le 20 novembre, 16 civils au moins (deux hommes, six femmes, quatre filles et quatre garçons) ont été tués et au moins 30 autres civils ont été blessés dans les frappes terrestres qui ont semble-t-il touché le camp de déplacés de Qah

\* La présente liste est représentative des sujets d'inquiétude relatifs aux droits de l'homme traités dans le rapport. Toutefois, parce qu'il est de plus en plus difficile d'établir les faits en raison de l'évolution du conflit et de la perte des réseaux qui offraient des sources fiables ou crédibles dans de nombreuses zones concernées, cette liste ne doit pas être considérée comme exhaustive. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme n'y a consigné que les faits qui lui avaient été signalés et qu'il a pu confirmer conformément à sa méthode.

el-Qadim dans le village de Qah (nord de la province). Une maternité du camp a également subi des destructions à cette occasion.

### **Province d'Alep**

- Le 5 octobre, au moins 12 civils, dont une femme et six enfants, ont été blessés après l'explosion signalée d'un véhicule piégé près du rond-point de Souq à Qabbassin, aux environs de Bab (faubourgs d'Alep).
- Le 9 octobre, un civil a été tué lors d'une frappe terrestre qui aurait touché un camp de déplacés à Jabal, dans la ville de Jarablos, dans le nord de la province d'Alep.
- Le 10 octobre, deux civils (une femme et un garçon) ont été blessés au cours d'une frappe terrestre qui a touché, semble-t-il, la ville de Marea, dans le nord de la province.
- Le 11 octobre, deux civils de sexe masculin ont été tués lors d'une frappe aérienne signalée dans le village de Kouran, dans le district de Aïn el-Arab (Kobané) au nord de la province. Le même jour, un hôpital de la ville de Aïn el-Arab a subi des destructions du fait d'une frappe terrestre signalée près de l'établissement.
- Le 13 octobre, trois civils de sexe masculin ont été tués et un nourrisson a été blessé lors de frappes terrestres à proximité de leur véhicule, sur la route nationale reliant les villages de Mahsinli et Arab Hassan, dans le sud de Jarablos (nord de la province).
- Le 14 octobre, trois enfants ont été blessés par les frappes terrestres opérées semble-t-il, sur le camp de déplacés de Jabal, près de la ville de Jarablos, dans le nord de la province.
- Le 31 octobre, sept civils (six hommes et une femme) ont été tués et 15 autres civils (13 hommes et deux garçons) blessés après l'explosion semble-t-il d'un véhicule piégé sur une place de marché de la ville d'Afrin, dans la campagne d'Alep.
- Le 6 novembre, sept civils, dont deux femmes, un garçon et une fille, ont été tués et de nombreux autres civils ont été blessés par l'impact des frappes aériennes signalées à Sahara dans l'ouest de la province.
- Le 10 novembre, une fille a été tuée par l'impact d'une frappe aérienne dans le quartier de Seïf el-Daoula, à Alep.
- Le 16 novembre, 11 civils (10 hommes et un garçon) ont été tués et 57 autres blessés (42 hommes, huit femmes et sept garçons) dans l'explosion d'un véhicule piégé, déclenchée, d'après les informations communiquées, à l'intérieur d'un marché de Bab, dans le nord de la province d'Alep.
- Le 19 novembre, un civil a été tué et 13 civils, dont trois femmes et deux garçons, ont été blessés dans les frappes aériennes qui ont touché la ville d'Izaz dans le nord de la province.
- Le 21 novembre, sept civils, dont un garçon et une femme, ont été tués et au moins 29 autres blessés dans les frappes terrestres qui ont touché plusieurs quartiers d'Alep, dont ceux de Jamiliyé, Azamiyé, Zahra, Fourqan, Seïf el-Daoula et Salaheddin.

### Provinces de Hassaké et de Deïr el-Zor

- Le 5 octobre, une civile a été tuée et deux civils (une femme et un garçon) ont été blessés dans l'explosion d'une arme neutronique, qui se serait produite à l'intérieur d'une résidence de la ville de Mrachdé, dans l'est de la province de Deïr el-Zor.
- Le 9 octobre, l'eau aurait cessé de couler à la station de pompage principale de la zone d'Alouk à Ras el-Aïn (Hassaké) en raison des dommages occasionnés, semble-t-il, à l'installation et aux lignes électriques environnantes. Dans les semaines qui ont suivi, des centaines de milliers d'habitants ont subi plusieurs interruptions de l'alimentation en eau jusqu'à ce que les réparations nécessaires puissent être effectuées à la station.
- Le 10 octobre, trois civils (un homme, une femme et un garçon) ont été tués dans les frappes terrestres qui auraient touché le quartier de Qaddour Beik à Qamichli.
- Le 11 octobre, un civil a été tué et six autres hommes civils blessés dans l'impact d'une frappe terrestre essuyée, semble-t-il, par une boulangerie du quartier de Hay el-Gharbi (ville de Qamichli).
- Le 11 octobre, l'hôpital national a subi des destructions à l'occasion d'une frappe aérienne signalée sur la ville de Ras el-Aïn. Le même jour, la clinique de Diouar a été endommagée par une frappe terrestre signalée dans la localité de Diouar (district de Malikiyé).
- Le 12 octobre, une civile a été tuée par des tirs isolés signalés dans le quartier de Hilaliyé à Qamichli. Le même jour, un civil aurait également été tué par des tirs isolés dans la zone de Qasr el-Dib (ville de Malikiyé).
- Le 13 octobre, au moins trois civils ont été tués par les frappes aériennes qui ont, semble-t-il, touché un convoi de véhicules sur la route reliant Tell Tamr à Ras el-Aïn (Hassaké).
- Le 23 octobre, un garçon a été tué et un civil a été blessé dans l'explosion d'une mine terrestre, qui serait survenue sur des terres agricoles à Guzleh, dans la campagne de Ras el-Aïn (Hassaké).
- Le 23 octobre, trois civils de sexe masculin ont été blessés dans l'explosion d'un véhicule piégé, qui a été signalée dans un marché de la ville de Chaddadé (province de Hassaké). Le même jour, au moins deux civils ont été blessés après semble-t-il l'explosion d'un engin explosif improvisé près d'un édifice public à Qamichli (Hassaké).
- Le 26 octobre, une civile a été tuée dans les frappes terrestres qui auraient touché le village de Qaraj dans la campagne de Ras el-Aïn.
- Le 31 octobre, deux civils (mari et femme) ont été tués par les frappes terrestres qui auraient touché le village de Tell el-Ward, dans la campagne de Ras el-Aïn.
- Le 4 novembre, un civil a été arrêté à son domicile dans la ville de Ras el-Aïn. On est sans nouvelles de lui.
- Le 9 novembre, un membre du personnel médical civil a été blessé et une ambulance a été endommagée dans l'impact d'une frappe de drone qui aurait été effectuée non loin du véhicule, dans le village de Deldara dans la campagne de Tell Tamr.
- Le 11 novembre, deux civils ont été tués dans la ville de Zer dans l'est de la province de Deïr el-Zor, où ils s'étaient rendus depuis Qamichli. L'État

islamique d'Iraq et du Levant a revendiqué la responsabilité de ce double meurtre.

#### **Province de Raqqa**

- Le 11 octobre, l'hôpital national a subi des destructions à l'occasion de la frappe aérienne effectuée, semble-t-il, aux abords de l'hôpital dans la ville de Tell Abiad (Raqqa).
  - Le 14 octobre, deux civils (un homme et une femme âgée) ont été tués par les frappes terrestres signalées dans le village de Dik, dans le nord de la province.
  - Le 16 octobre, un civil a été arrêté à proximité du jardin de Bassel, dans la ville de Raqqa, pour des motifs inconnus. On est sans nouvelles de lui, alors même que sa famille a reçu l'assurance qu'il avait été libéré.
  - Le 2 novembre, au moins 11 civils (trois hommes, deux femmes et six garçons) ont été tués et 14 autres, dont trois garçons, ont été blessés après l'explosion semble-t-il d'un véhicule piégé dans un marché de Tell Abiad dans le nord de la province.
  - Le 6 novembre, un civil a été arrêté à son domicile dans la ville de Tabqa (Raqqa). On est sans nouvelles de lui.
  - Le 16 novembre, trois civils (une femme et ses deux fils) ont été tués dans la déflagration d'un engin non explosé, qui a été signalée sur des terres agricoles du village d'Oum Tabat (Raqqa).
-